Les PUBLICATIONS DU QUÉBEC

90-05087/

# Régie des assurances agricoles du Québec

## Rapport annuel 1988-1989

Québec

Le contenu de cette publication a été rédigé par la
Régie des assurances agricoles
du Québec

Cette publication a été produite par la Direction
générale des publications du Québec

Dans le but d'alléger le texte, nous avons utilisé
dans cette publication le générique masculin.

Dépôt légal — 1er trimestre 1990
Bibliothèque nationale du Québec
ISBN: 2-551-14033-1
ISSN: 0714-3249

© Gouvernement du Québec

Monsieur Jean-Pierre Saintonge
Président de l'Assemblée nationale
Hôtel du Gouvernement
Québec

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport annuel de la Régie des assurances agricoles du Québec pour la période comprise entre le 1er avril 1988 et le 31 mars 1989.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Le ministre de l'Agriculture, des
Pêcheries et de l'Alimentation,

Michel Pagé

Québec, janvier 1990

Monsieur Michel Pagé
Ministre de l'Agriculture,
des Pêcheries et de l'Alimentation
Hôtel du Gouvernement
Québec

Monsieur le Ministre,

Conformément aux dispositions de l'article 19 de la Loi sur l'assurance-récolte (L.R.Q., c. A-30), j'ai l'honneur de vous présenter le rapport annuel de la Régie des assurances agricoles pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes salutations distinguées.

Le président et directeur général,

Guy Blanchet

Lévis, janvier 1990

## Table des matières

**Message du président**

**Chapitre 1**
**La Régie et ses produits** 11

1.1 L'assurance-récolte 11

1.2 L'assurance-stabilisation des revenus agricoles 12

**Chapitre 2**
**La Régie et la gestion de ses ressources humaines** 15

**Chapitre 3**
**Le climat de 1988**

3.1 Sommaire agro-climatique 17

3.2 Dommages et indemnités 17

**Chapitre 4**
**L'économie agricole en 1988** 19

4.1 Situation des marchés 19

4.2 Pertes de revenus et compensations 19

**Chapitre 5**
**États financiers de l'exercice terminé le 31 mars 1989** 23

Rapport du vérificateur 23

Fonds d'assurance 24

Revenus et dépenses 24

Déficit 25

Bilan 26

Notes complémentaires 27

**Annexe I**
**Variation de l'effectif pour la période 1981-1982 à 1988-1989** 33

**Annexe II**
**Liste des règlements d'assurance-récolte en vigueur au 31 mars 1989** 34

**Annexe III**
**Liste des régimes d'assurance-stabilisation en vigueur au 31 mars 1989** 35

**Annexe IV**
**Participation de la clientèle en assurance-récolte** 36

**Annexe V**
**Dossiers traités par programme en assurance-récolte** 38

**Annexe VI**
**Participation de la clientèle en assurance-stabilisation** 39

**Annexe VII**
**Paiements effectués au cours de l'exercice 1988-1989 en assurance-stabilisation** 40

## Message du président

Au cours de la dernière année, la Régie des assurances agricoles s'est dotée d'une nouvelle structure administrative qui fonctionne pleinement depuis octobre 1988. Ce changement avait comme objectif de renforcer et de spécialiser les deux directions générales responsables du contenu et de l'élaboration des deux programmes administrés par la Régie, soit l'assurance-récolte et l'assurance-stabilisation des revenus agricoles. Cette structure organisationnelle vise également à mieux canaliser les compétences acquises au fil des années par le personnel de la Régie.

Finalement, cette opération a confirmé la responsabilité de la Direction des opérations régionales dans l'application de nos programmes.

De plus, durant le présent exercice financier, nous avons formé des équipes de travail ayant pour mandat de préciser les besoins, les objectifs et les moyens nécessaires à la mise en place d'outils de gestion, telles la planification stratégique, l'amélioration de la qualité du service à la clientèle et l'évaluation de programmes.

Cette nouvelle structure administrative et les outils de gestion qui sont élaborés actuellement permettront de relever les défis des années 1990 en matière d'assurances agricoles. À cet égard, nous devrons nous assurer que nos programmes continuent d'apporter la sécurité financière nécessaire au bon fonctionnement de nos entreprises agricoles et au maintien de leur capacité concurrentielle dans un contexte de mondialisation du commerce agricole.

Au niveau organisationnel, l'année 1988-1989 de la Régie des assurances agricoles aura donc été marquée par un redéploiement de ses forces afin d'être en mesure d'entreprendre la décennie 1990 en utilisant au maximum le dynamisme et la vaste expérience acquise par son personnel au cours des vingt dernières années.

Le président et directeur général,

Guy Blanchet

# Chapitre 1
# La Régie et ses produits

La Régie des assurances agricoles du Québec est née de la fusion de la Régie de l'assurance-récolte et de la Commission administrative des régimes d'assurance-stabilisation des revenus agricoles qui eut lieu en janvier 1981. La Régie est un agent de la Couronne du chef du Québec. Elle est une corporation au sens du code civil et est investie des pouvoirs généraux d'une telle corporation de même que des pouvoirs particuliers que la loi lui confère.

Selon les termes de la loi, la Régie est composée d'au plus sept membres dont le Président et directeur général, deux vice-présidents et directeurs généraux adjoints. Les membres en poste au 31 mars 1989 étaient les suivants:

| | |
|---|---|
| Président | Monsieur Guy Blanchet<br>Directeur général de la Régie |
| Vice-président | Monsieur Conrad Bernier<br>Directeur général adjoint de la Régie |
| Vice-président | Monsieur Norbert Dubé<br>Directeur général adjoint de la Régie |
| Régisseuse | Madame Loïs Laberge<br>Productrice agricole |
| Régisseur | Monsieur Hermann Mathieu<br>Notaire |
| Régisseur | Monsieur Denis Poirier<br>Producteur agricole |
| Régisseur | Monsieur John-Allen Martin<br>Producteur agricole |

Les membres de la Régie sont assistés dans leurs travaux par le secrétaire, monsieur Jean-Marc Lafrance.

La Régie a la responsabilité administrative de deux lois: la Loi sur l'assurance-récolte et la Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles. Son rôle s'oriente selon deux axes d'intervention: le premier vise à assurer aux producteurs agricoles un appui financier contre les risques climatiques tels le gel, l'excès de pluie et la sécheresse pouvant survenir au cours de la saison de production. Le second axe vise à maintenir les revenus des producteurs agricoles contre les risques économiques reliés aux soubresauts imprévisibles, voire incontrôlables, des prix du marché.

En définitive, la Régie a été mise en place afin d'assurer la pérennité des entreprises agricoles. Qu'il s'agisse d'aléas climatiques ou économiques, la protection offerte assure aux producteurs un appui efficace. De là, ils peuvent orienter leurs choix économiques sans que leurs exploitations soient mises en péril par des éléments incontrôlables. En ce sens, les programmes d'assurance-récolte et d'assurance-stabilisation protègent les investissements consentis en agriculture et permettent de protéger les acquis.

Les programmes offerts par la Régie sont donc devenus au cours des années la pierre angulaire de certaines productions agricoles. Par la sécurité qu'elle procure, elle permet de maintenir l'offre de produits québécois sur les marchés.

Les assurances agricoles se distinguent nettement des autres types d'assurance existant sur le marché par la nature particulière de la protection offerte. En outre, l'importance du secteur agricole a amené les gouvernements à en favoriser le développement en participant de manière importante au paiement des primes et en assumant les frais d'administration.

## 1.1 L'assurance-récolte

L'ensemble des provinces canadiennes a adopté, au cours des dernières années, des lois en matière d'assurance-récolte. Les dispositions et caractéristiques des programmes varient d'une province à l'autre et selon les besoins locaux. Toutes ces lois permettent aux producteurs agricoles de bénéficier d'une protection financière adéquate contre les baisses de rendement attribuables à des éléments naturels et incontrôlables. Plus précisément, à la loi québécoise s'ajoutent dix-neuf règlements qui définissent les modalités contractuelles et opérationnelles relatives aux 66 productions couvertes par l'assurance-récolte. On trouvera à l'annexe II la liste des règlements d'assurance et des récoltes visées par chacun.

La souscription aux programmes d'assurance-récolte est facultative. Ainsi, l'assuré doit annuellement remplir une demande d'assurance, satisfaire aux conditions d'admissibilité et payer une cotisation calculée selon la valeur des produits assurés. À cette cotisation s'ajoute une contribution des gouvernements provincial et fédéral d'un montant égal à la cotisation du producteur. L'ensemble des cotisations et des contributions des gouvernements est placé dans un fonds d'assurance géré par la Régie des assurances agricoles du Québec.

Les prix unitaires devant servir à l'établissement de la valeur assurable et, le cas échéant, de l'indemnité sont basés sur les coûts de production des cultures visées. Pour leur part, les rendements moyens assurés sont établis à partir d'une moyenne des rendements antérieurs des producteurs qui souscrivent aux programmes d'assurance selon un système individuel. Les producteurs qui choisissent les programmes collectifs bénéficient d'une protection basée sur le rendement moyen de production des zones d'assurance. La délimitation des zones d'assurance répond à la fois à des critères objectifs comme la nature du sol, la topographie et les conditions climatiques tout en considérant des éléments de géographie humaine.

Quant aux taux de cotisation et de prime, ils font appel aux principes actuariels utilisés dans le secteur des assurances ; l'état du fonds d'assurance et l'indice de perte global du programme jouent un rôle prépondérant dans le processus annuel de tarification.

Les caractéristiques de l'assurance-récolte et l'utilisation de principes d'assurance reconnus permettent à la Régie des assurances agricoles d'offrir une des meilleures protections en Amérique du Nord en matière d'assurance-récolte. Ainsi, le Québec offre à ses assurés une protection égale à 80 % du rendement moyen et ce, dans tous ses programmes alors que ce pourcentage de protection varie entre 50 et 80 % du rendement moyen sous réserve de conditions particulières et selon les programmes dans les autres provinces canadiennes. Par ailleurs, seul le Québec garantit un coût de production basé sur les frais variables et fixes engagés pour la production de la récolte, ce qui a pour effet d'éliminer les fluctuations importantes que connaîtrait le niveau de protection s'il était basé sur les prix du marché. Enfin, la gamme des productions assurées dépasse tout ce qui se fait en Amérique du Nord.

Pour l'année de production 1988, la Régie comptait 19 242 souscriptions aux différents programmes d'assurance-récolte. La valeur des biens assurés totalisait plus de 500 millions de dollars. Le fonds d'assurance-récolte, constitué en vue du paiement des indemnités, est alimenté par les cotisations des assurés et les contributions gouvernementales. Ces dernières proviennent du gouvernement du Québec et du gouvernement du Canada, en vertu d'une entente intergouvernementale à long terme, et sont égales aux cotisations versées par les assurés. Il y a lieu de préciser également qu'en vertu de cette entente, les gouvernements se partagent à part égale les frais administratifs reliés aux programmes d'assurance-récolte.

Au début de l'exercice financier, le fonds était excédentaire de 2 862 450 $. Les primes perçues des assurés et des gouvernements en 1988-1989 ainsi que les intérêts sur dépôts ont totalisé 34 367 747 $. Comme les indemnités se sont élevées à 37 618 196 $, ceci laisse un déficit au 31 mars 1989 de 387 999 $. On trouvera au chapitre 5, le détail des encaissements de primes pour l'exercice 1988-1989.

### 1.2 L'assurance-stabilisation des revenus agricoles

La politique agricole de la plupart des pays industrialisés privilégie l'objectif de stabiliser le revenu des agriculteurs, en raison des déséquilibres conjoncturels qui caractérisent le secteur agricole. Le Québec, qui n'échappe pas à cette situation, a mis sur pied un programme d'assurance-stabilisation des revenus agricoles dont les principes directeurs sont contenus dans une loi cadre que complètent 10 régimes et 10 règlements d'application qui précisent l'ensemble des éléments opérationnels et contractuels adoptés en vertu de cette loi. On trouvera à l'annexe III la liste des régimes et règlements d'assurance ainsi que les produits visés par chacun.

Ces régimes ont pour objet d'offrir aux agriculteurs une protection contre les pertes financières occasionnées par les fluctuations défavorables des prix sur le marché. Essentiellement, ces programmes garantissent aux producteurs assurés le versement d'un paiement d'appoint correspondant à la différence entre le prix garanti, défini comme étant celui permettant de couvrir les coûts de production de l'exploitation agricole, et le prix réalisé sur le marché lorsque ce dernier est inférieur au prix garanti. Le coût de production est calculé à partir d'un modèle d'entreprise qui occupe un exploitant à plein temps et inclut une rémunération du travail basée sur le salaire d'un ouvrier spécialisé. Les producteurs agricoles, par l'entremise de leurs représentants à l'Union des producteurs agricoles, collaborent activement à l'établissement et à l'indexation de ce coût de production, notamment en vue de refléter les gains de productivité observés.

Comme c'est le cas en assurance-récolte, chacun des régimes d'assurance-stabilisation repose sur la constitution de fonds d'assurance d'où sont tirés les montants versés périodiquement aux producteurs. Les fonds d'assurance sont alimentés par le versement de primes composées de la cotisation du producteur assuré et d'une contribution du gouvernement du Québec égale au double de la cotisation du producteur. Le montant de la prime annuelle par unité assurée (nombre de têtes de bétail ou d'hectares) est établi en tenant compte de l'état du fonds et des perspectives de versements de compensations. La Régie est habilitée par la loi à contracter des emprunts lorsque les fonds d'assurance sont insuffisants pour parfaire le paiement des compensations aux assurés.

L'assurance-stabilisation constitue un des moyens mis de l'avant par le gouvernement du Québec pour protéger son agriculture et assurer son développement malgré l'importance des variations de prix. D'autres moyens existent cependant comme le contrôle de l'offre par le contingentement de la production. Toutefois, l'assurance-stabilisation s'adresse prioritairement aux productions non contingentées dont l'évolution des prix dépend de phénomènes qui échappent au contrôle des producteurs locaux. Une telle assurance est offerte aux agriculteurs évoluant dans les productions porcines, bovines et ovines ainsi que dans la culture des céréales et de la pomme de terre.

Pour l'année de production 1988, la Régie comptait 25 435 producteurs assurés répartis dans les différents régimes d'assurance-stabilisation. La valeur des biens assurés représentait 1,7 milliard de dollars. Les revenus de cotisation des assurés et de la contribution gouvernementale ont totalisé 198,4 millions de dollars comparativement à des paiements de compensation de 263,6 millions de dollars portant le déficit accumulé à 173,3 millions de dollars au 31 mars 1989. Le détail de ces encaissements et valeurs assurées apparaît aux états financiers contenus au chapitre 5 et à l'annexe VI.

## Chapitre 2
## La Régie et la gestion de ses ressources humaines

Pour mener à bien ses diverses activités, la Régie s'est dotée d'une structure opérationnelle fonctionnelle. Elle se concrétise par la décentralisation des opérations au niveau de 13 bureaux régionaux qui offrent aux producteurs assurés l'ensemble des services disponibles tout en assurant une représentation régionale permanente. Compte tenu du nombre considérable d'interventions nécessaires auprès des assurés, la régionalisation des opérations permet de mieux coordonner les activités et d'offrir un meilleur service à la clientèle.

La coordination entre les différents bureaux régionaux est assurée par la Direction des opérations régionales qui les regroupe selon quatre secteurs géographiques. Quant au siège social, il voit à la gestion des fonds d'assurance, à la gestion du contenu des programmes et enfin, à assurer le soutien nécessaire au personnel d'encadrement dans la gestion des ressources humaines et matérielles.

En ce qui concerne l'effectif de la Régie, en 1988, on comptait 371 années-personnes dont 226 dans les différentes régions du Québec. La croissance de l'effectif au cours des années a été étroitement liée à l'évolution des programmes.

# Chapitre 3
# Le climat de 1988

## 3.1 Sommaire agro-climatique

Des conditions climatiques peu favorables ont marqué la saison de végétation 1988. Ainsi, la saison hivernale 1987-1988 a été caractérisée dans l'ensemble par des températures douces, une insolation supérieure et des précipitations inférieures aux normales. L'absence d'une couverture de neige suffisante durant une bonne partie de l'hiver a produit des dommages par gel du sol dans les champs de légumineuses et de céréales d'automne ainsi que dans les fraisières, notamment dans le sud du Québec.

En avril et en mai, des périodes de beau temps ont favorisé le déroulement normal des travaux de semis dans la majorité des régions agricoles. La saison de végétation 1988 a été principalement marquée par une période prolongée de temps sec accompagnée de températures douces et de vents desséchants au cours des mois de mai et de juin. Cette période de grave sécheresse a provoqué un ralentissement important de la croissance végétative et a occasionné, pour l'ensemble des régions, une baisse de rendement significative dans la majorité des cultures assurées. Les prairies de graminées fourragères, les pâturages, les différentes catégories de céréales et protéagineuses, les pommes de terre, le maïs-grain et maïs fourrager, les légumes maraîchers et légumes destinés à la transformation ainsi que les productions de miel, de fraises, de framboises, de bleuets et de pommes ont été touchés par le manque de pluie. Le printemps a également été marqué par l'action plus localisée mais non moins néfaste de gelées tardives, d'orages de grêle ou de vents violents, nécessitant l'exécution de travaux urgents dans les champs de tabac et les cultures maraîchères et occasionnant une baisse de qualité, notamment dans les pommes de terre, les fraisières et les vergers.

Une période continue de temps pluvieux et humide a retardé les opérations normales de récolte, entraîné des pertes par excès de pluie et donné lieu à une diminution générale de la qualité des fourrages récoltés. Ces mêmes conditions ont aussi favorisé l'apparition de maladies fongiques et bactériennes dans les champs de fraises et de pommes de terre. En général, la période estivale a été marquée d'une alternance de régime de temps soit trop sec ou trop humide et de périodes records de températures élevées. L'excès de chaleur a endommagé plusieurs cultures par mûrissement accéléré dans certaines catégories de légumes maraîchers et de légumes de transformation, dans les productions de fraises et de framboises ainsi que dans les céréales par échaudage des grains.

Les conditions généralement fraîches et humides de septembre ont favorisé une détérioration générale de la qualité des grains par moisissure ou germination sur épis et le gel hâtif de la fin du mois a entraîné une diminution du rendement dans la récolte de tabac. Dans l'ensemble, toutefois, le temps automnal n'a pas entravé les opérations normales de récolte et de labour.

## 3.2 Dommages et indemnités

En valeurs absolues, ce sont le foin, les céréales commerciales, les céréales assurées au système collectif, les pommes de terre, les cultures maraîchères, le maïs-grain et le tabac jaune qui ont occasionné les indemnités les plus importantes. À elles seules, elles représentent 85 % des indemnités totales versées pour l'année de récolte 1988, soit 32 093 891 $ sur un total de 37 618 196 $. On trouvera dans « Continuité par catégorie de culture du fonds d'assurance-récolte », à la note 8 des états financiers, le détail des indemnités versées et à l'annexe V, le nombre de dossiers traités par causes principales de dommages.

# Chapitre 4
# L'économie agricole en 1988

## 4.1 Situation des marchés

En 1988, la situation des marchés agricoles fut marquée par une conjoncture différente selon les secteurs. On assista simultanément au redressement du marché céréalier et à la dégradation des conditions dans les secteurs des viandes.

La situation sur le marché international des céréales a, en effet, démontré des signes positifs d'appréciation par rapport à la période difficile que nous avons connue en 1986 et 1987. La réduction des superficies cultivées aux États-Unis et les mauvaises conditions climatiques, au Canada et en Australie en particulier, conjuguées à une croissance de la demande ont fait en sorte de réduire substantiellement le niveau général des stocks. Les stocks mondiaux de fin de saison ont diminué de 24 % dans le cas du blé et de 8 % pour les céréales secondaires. Aux États-Unis, le rapport stock/consommation pour le blé était à son niveau le plus faible depuis 1973-1974. Dans ce contexte, le niveau des prix internationaux s'est relativement élevé à partir du printemps 1988. L'indice des prix à l'exportation du blé a augmenté de 48 % par rapport à l'année 1987 et les prix de référence du maïs et de l'orge aux États-Unis ont augmenté de 16 % et de 10 %.

Au Québec et au Canada, les cours céréaliers ont suivi le mouvement de raffermissement des prix mondiaux permettant de combler en partie la chute de 1986 et de 1987. La sécheresse qui a sévi de façon importante dans l'Ouest du pays a réduit substantiellement la production nationale de blé de l'ordre de 40 % et celle de céréales secondaires de 23 %.

De façon différente, le marché nord-américain des viandes a, pour sa part, connu des conditions relativement difficiles. Le secteur porcin a ressenti fortement les contrecoups de la hausse cyclique de production commencée au 3e trimestre de 1987. L'augmentation de 9 % de la production de viande de porc aux États-Unis en 1988 a fait chuter le prix de 97 $ à 81,60 $/100 kg. Au Canada, la situation fut tout aussi désastreuse avec une diminution du prix de la carcasse de 35 $/100 kg entre 1987 et 1988. Ce faible niveau des prix conjugué à la hausse du coût des aliments du bétail a amené un resserrement important des marges bénéficiaires. Le ratio de rentabilité porc-maïs a reculé au cours de l'année 1988 de 25 à 18, alors qu'il atteignait 42 au début de septembre 1987. Ces conditions devraient amener une liquidation des troupeaux au cours de l'année 1989 et favoriser ainsi un rétablissement du niveau des prix à partir du début de l'année 1990.

Le secteur de la production bovine a lui aussi connu des conditions de marché difficiles. Le prix du bovin a chuté en 1988 principalement à partir du mois de juin, du fait de l'accroissement de près de 7 % de la production au Canada. La fermeté du prix du veau d'embouche et la hausse du prix des aliments du bétail ont fait en sorte de resserrer les marges bénéficiaires des parcs d'engraissement à partir du 2e trimestre de 1988. Tout laisse présager alors une réduction de la production et un raffermissement des prix pour 1989.

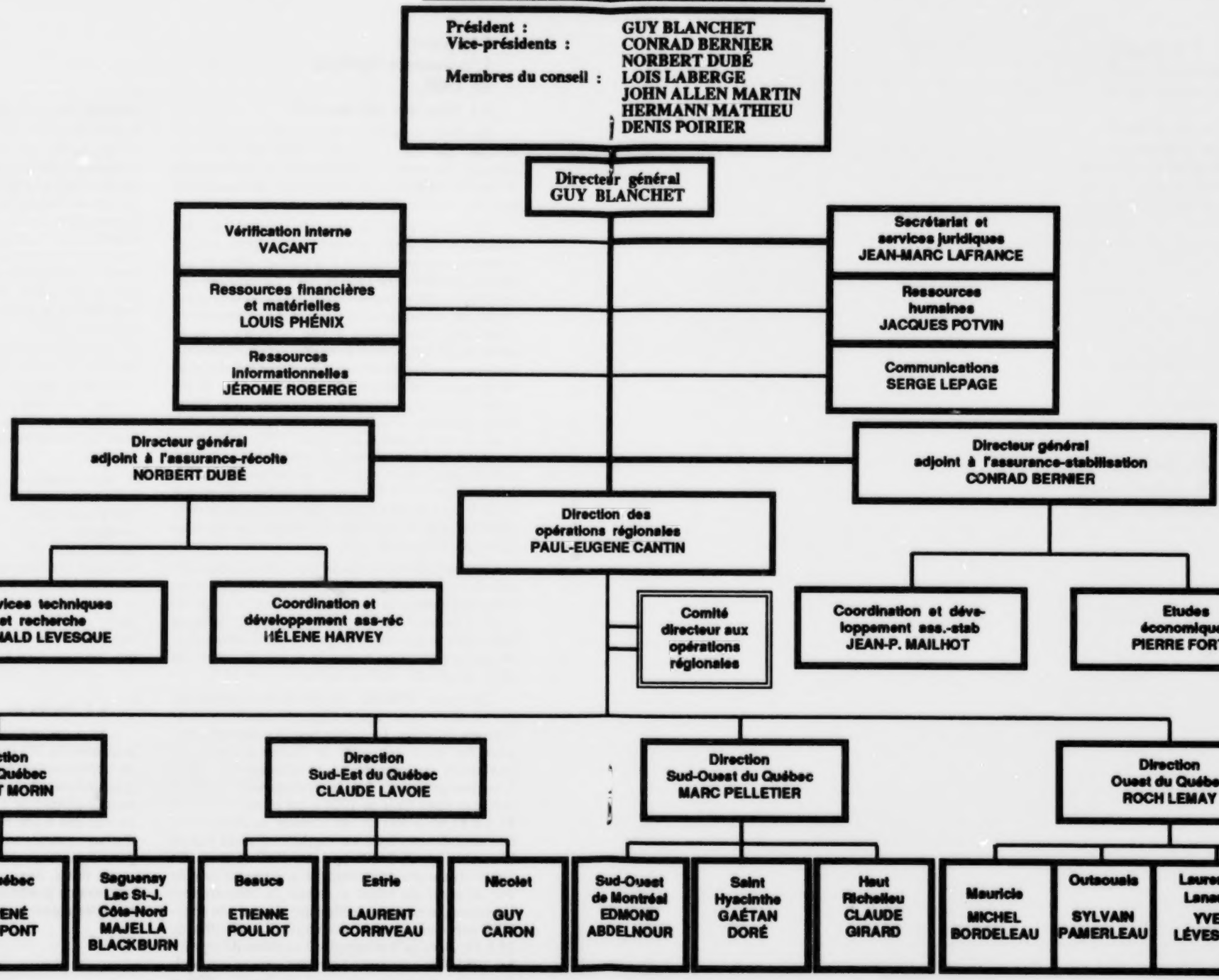
Quand au secteur de la pomme de terre, la production au pays a connu, après la sécheresse, une diminution nette de 7,3 % par rapport à 1987. Le niveau des stocks en novembre fut inférieur de 10,3 % à ce qu'il était l'année précédente, poussant alors le prix à la hausse en moyenne de 0,04 $ le kilogramme.

Aux conditions particulières des marchés agricoles sont venus se greffer les éléments de la conjoncture économique. Le cycle de plus de sept années de croissance positive des économies canadiennes et américaines a fait planer le spectre de l'inflation. La politique monétaire restrictive remise en place par les banques centrales à partir du mois de mars a relancé la hausse des taux d'intérêt. Dans ce contexte, le dollar canadien a répondu positivement en augmentant de 8 % par rapport au dollar américain générant une forte pression à la baisse sur les denrées exportées vers notre voisin du Sud.

## 4.2 Pertes de revenus et compensations

Au cours de l'exercice financier 1988-1989, des paiements de 263 602 392 $ ont été effectués à titre de compensation à l'égard des différents régimes d'assurance-stabilisation des revenus, sur une valeur assurée globale de 1,7 milliard de dollars. De plus, 34 912 288 $ ont été consentis par la Régie à titre d'avances sur les compensations de plusieurs régimes pour l'année de production 1988-1989. Les paiements finals, dans ces derniers cas, seront effectués au cours du prochain exercice aux dates prévues par la réglementation applicable.

## ORGANIGRAMME - NOVEMBRE 1988



# Chapitre 5
# États financiers de l'exercice terminé le 31 mars 1989

## Rapport du vérificateur

J'ai vérifié le bilan des fonds d'assurance administrés par la Régie des assurances agricoles du Québec au 31 mars 1989 ainsi que l'état des revenus et dépenses et l'état du déficit de l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière des fonds d'assurance administrés par la Régie au 31 mars 1989 ainsi que les résultats de leurs opérations de l'exercice terminé à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,

Rhéal Chatelain, F.C.A.

Québec, le 29 septembre 1989

## Régie des assurances agricoles du Québec

### Fonds d'assurance

### Revenus et dépenses de l'exercice terminé le 31 mars 1989

| | 1989 | 1988 |
|---|---|---|
| | $ | $ |
| **Fonds d'assurance-stabilisation des revenus agricoles** | | |
| **Revenus** | | |
| Cotisations des assurés | 65 172 952 | 62 059 266 |
| Contribution du gouvernement du Québec | 130 345 904 | 124 118 532 |
| Contribution spéciale du gouvernement du Québec (note 3) | 2 842 000 | — |
| | 198 360 856 | 186 177 798 |
| Intérêts sur dépôts | 2 087 027 | — |
| | 200 447 883 | 186 177 798 |
| **Dépenses** | | |
| Compensations aux assurés | 263 602 392 | 135 648 834 |
| Frais d'administration (note 4) | 2 456 360 | 1 967 642 |
| Intérêts sur emprunt | — | 1 364 401 |
| | 266 058 752 | 138 980 877 |
| Moins: Frais d'administration assumés par le gouvernement du Québec | (2 456 360) | (1 967 642) |
| | 263 602 392 | 137 013 235 |
| **Excédent des dépenses sur les revenus** | 63 154 509 | (49 164 563) |
| **Fonds d'assurance-récolte** | | |
| **Revenus** | | |
| Cotisations des assurés | 15 687 940 | 14 541 248 |
| Contribution du gouvernement du Québec | 15 687 940 | 14 541 248 |
| Contribution spéciale du gouvernement du Québec (note 3) | 58 000 | — |
| | 31 433 880 | 29 082 496 |
| Intérêts sur dépôts | 2 933 867 | 1 590 519 |
| | 34 367 747 | 30 673 015 |
| **Dépenses** | | |
| Indemnités et compensations | 37 618 196 | 21 753 498 |
| Frais d'administration (note 4) | 13 919 377 | 11 149 967 |
| | 51 537 573 | 32 903 465 |
| Moins: Frais d'administration assumés par le gouvernement du Québec | (13 919 377) | (11 149 967) |
| | 37 618 196 | 21 753 498 |
| **Excédent des dépenses sur les revenus** | 3 250 449 | (8 919 517) |
| **Excédent cumulé des dépenses sur les revenus des deux fonds d'assurance** | **66 404 958** | **(58 084 080)** |

## Régie des assurances agricoles du Québec

### Fonds d'assurance

### Déficit
### de l'exercice terminé le 31 mars 1989

| | 1989 | 1988 |
|---|---|---|
| | $ | $ |
| **Fonds d'assurance-stabilisation des revenus agricoles** | | |
| Déficit au début | 110 163 421 | 159 327 984 |
| Excédent des dépenses sur les revenus | 63 154 509 | (49 164 563) |
| Déficit à la fin | 173 317 930 | 110 163 421 |
| **Fonds d'assurance-récolte** | | |
| (Excédent) Déficit au début | (2 862 450) | 6 057 067 |
| Excédent des dépenses sur les revenus | 3 250 449 | (8 919 517) |
| Déficit (excédent) à la fin | 387 999 | (2 862 450) |
| **Déficit à la fin des fonds d'assurance** | **173 705 929** | **107 300 971** |

## Régie des assurances agricoles du Québec

### Fonds d'assurance

### Bilan
### au 31 mars 1989

| | 1989 | 1988 |
|---|---|---|
| | $ | $ |
| **Actif** | | |
| Encaisse | 1 951 831 | 25 590 462 |
| Contribution du gouvernement du Québec à recevoir et courue | 7 101 590 | 10 623 745 |
| Débiteurs et intérêts courus | 27 850 881 | 4 923 862 |
| Avances aux assurés (note 5) | 34 912 288 | 38 285 823 |
| | **71 816 590** | **79 423 892** |
| **Passif** | | |
| Emprunt bancaire et intérêts courus (note 6) | 15 177 776 | — |
| Créditeurs | 70 475 | 170 343 |
| Provision pour indemnités et compensations aux assurés | 104 819 533 | 62 274 543 |
| Cotisations et contribution non gagnées | 125 454 735 | 124 279 977 |
| | 245 522 519 | 186 724 863 |
| **Déficit** | | |
| Fonds d'assurance-stabilisation des revenus agricoles - déficit (note 7) | 173 317 930 | 110 163 421 |
| Fonds d'assurance-récolte - déficit (exédent) (note 8) | 387 999 | (2 862 450) |
| Déficit des fonds d'assurance | 173 705 929 | 107 300 971 |
| | **71 816 590** | **79 423 892** |

## Régie des assurances agricoles du Québec

## Fonds d'assurance

## Notes complémentaires
## 31 mars 1989

### *1. Constitution, objet et financement*

La Régie des assurances agricoles du Québec, corporation au sens du Code civil, constituée par une loi spéciale (L.R.Q., chapitre A-30), a pour objet d'administrer l'assurance-récolte et les régimes d'assurance-stabilisation des revenus agricoles prescrits par le gouvernement.

#### Régimes d'assurance-stabilisation des revenus agricoles

Les régimes d'assurance-stabilisation des revenus agricoles ont pour but de garantir aux producteurs un revenu annuel net positif. Les cotisations des adhérents aux régimes et la contribution du gouvernement égale au double des cotisations alimentent un fonds d'assurance qui doit permettre à long terme le paiement aux adhérents des compensations auxquelles ils ont droit.

Lorsque les ressources du fonds sont insuffisantes pour le paiement des compensations, le ministre des Finances est autorisé à faire à la Régie, à même le Fonds consolidé du revenu, des avances pour parfaire tels paiements. Ces avances sont remboursables aux conditions fixées par le gouvernement.

La Régie peut, au moyen d'un emprunt, parfaire le paiement des compensations en vertu du régime d'assurance-stabilisation des revenus agricoles. Elle peut céder en garantie de cet emprunt tout ou partie des cotisations qu'elle perçoit et des contributions que lui verse le gouvernement. Le gouvernement détermine le montant, le taux d'intérêt, les conditions et les modalités d'un emprunt ainsi que les conditions d'une cession des cotisations et des contributions notamment quant à la signification de cette cession. Le gouvernement peut aussi garantir un emprunt fait par la Régie.

#### Assurance-récolte

L'assurance-récolte garantit aux cultivateurs un rendement minimum de leurs cultures moyennant des cotisations. Les cotisations des exploitants et une contribution du même montant de la part du gouvernement doivent servir à constituer un fonds d'assurance, qui à long terme, permettra de payer des indemnités et compensations garanties par contrat.

Lorsque les ressources du fonds sont insuffisantes pour le paiement des indemnités et compensations, le ministre des Finances est autorisé à faire à la Régie, à même le Fonds consolidé du revenu, des avances pour parfaire tels paiements. Ces avances sont remboursables aux conditions fixées par le gouvernement.

### *2. Conventions comptables*

Les états financiers de la Régie ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

#### Cotisations, contribution et compensations aux assurés

Les cotisations et la contribution des régimes sont comptabilisées comme revenus dans l'exercice au cours duquel se termine, et ce pour chaque régime, l'année d'assurance et/ou la période de fixation des prix utilisés pour la compensation.

#### Avances aux assurés

Les avances aux assurés représentent une tranche de compensation versée aux producteurs à titre d'acompte avant la fin de l'année d'assurance ou de la période de fixation des prix. Cette mesure est appliquée lorsque l'écart entre le prix garanti par la Régie et le prix du marché le justifie et qu'il est évident qu'un écart se maintiendra jusqu'à l'échéance de l'année d'assurance ou de la période de fixation des prix.

#### Frais d'administration

Pour fins de présentation des états financiers, les frais d'administration assumés par le gouvernement du Québec sont répartis entre les fonds d'assurance.

Le coût des avantages sociaux ainsi que celui de certains services de soutien, défrayés à même les crédits de différents ministères et organismes du gouvernement ne sont pas présentés dans l'état des revenus et dépenses des fonds d'assurance.

Le coût des acquisitions du matériel et de l'équipement est imputé aux frais d'administration, conformément aux conventions comptables du gouvernement du Québec.

### *3. Contribution spéciale du gouvernement du Québec*

Suite à une autorisation du gouvernement du Québec, le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec a versé à la Régie, au cours de l'exercice, une contribution spéciale de 2 900 000 $ représentant le cinquième du total des déficits accumulés au 31 mars 1988, aux fonds d'assurance-récolte et d'assurance-stabilisation des revenus agricoles dans la production de betteraves sucrières.

Pour chacun des quatre prochains exercices, le ministre est aussi autorisé à verser une contribution spéciale égale à celle prévue au paragraphe précédent, majorée des intérêts courus.

Cette contribution spéciale se compose comme suit:

| | |
|---|---|
| Fonds d'assurance-stabilisation des revenus agricoles | 2 842 000 $ |
| Fonds d'assurance-récolte | 58 000 |
| | 2 900 000 $ |

### *4. Frais d'administration*

| | 1989 | 1988 |
|---|---|---|
| | $ | $ |
| **Fonds d'assurance-stabilisation des revenus agricoles** | | |
| Traitements, salaires, allocations et autres rémunérations | 941 382 | 767 247 |
| Services de transport et de communication | 155 260 | 68 208 |
| Services professionnels, administratifs et autres | 1 057 406 | 882 490 |
| Entretien et réparations | 15 304 | 12 304 |
| Loyers | 152 477 | 120 241 |
| Fournitures et approvisionnements | 59 460 | 54 384 |
| Matériel et équipement | 72 056 | 59 179 |
| Autres dépenses | 3 015 | 3 589 |
| | **2 456 360** | **1 967 642** |
| **Fonds d'assurance-récolte** | | |
| Traitements, salaires, allocations et autres rémunérations | 5 334 497 | 4 347 735 |
| Services de transport et de communication | 879 804 | 386 511 |
| Services professionnels, administratifs et autres | 5 991 969 | 5 000 779 |
| Entretien et réparations | 86 723 | 69 720 |
| Loyers | 864 037 | 681 363 |
| Fournitures et approvisionnements | 336 941 | 308 175 |
| Matériel et équipement | 408 319 | 335 345 |
| Autres dépenses | 17 087 | 20 339 |
| | **13 919 377** | **11 149 967** |

### *5. Avances aux assurés*

| | 1989 | 1988 |
|---|---|---|
| | $ | $ |
| **Régimes** | | |
| Producteurs de maïs-grain | 8 199 615 | 18 531 098 |
| Producteurs de céréales | 4 893 829 | 16 459 146 |
| Producteurs de porcelets | 21 818 844 | — |
| Producteurs de pommes de terre | — | 3 295 579 |
| | **34 912 288** | **38 285 823** |

## *6. Emprunt bancaire et intérêts courus*

| | 1989 |
|---|---|
| | $ |
| Emprunt | 15 000 000 |
| Intérêts courus | 177 776 |
| | **15 177 776** |

Emprunt bancaire portant intérêt au taux préférentiel et échéant le 30 juin 1990. Selon la convention de cet emprunt, la Régie s'engage à ne pas céder ni transporter à un tiers les contributions que le gouvernement du Québec doit lui verser en vertu de la Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles.

## *7. Continuité par régime du fonds d'assurance-stabilisation des revenus agricoles*

| | Solde (déficitaire) au 31 mars 1988 | Cotisations et contribution | Compensations aux assurés | Répartition des intérêts sur dépôts | Solde (déficitaire) au 31 mars 1989 |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | $ | $ |
| **Régime des producteurs de** | | | | | |
| Veaux d'embouche | (21 910 570) | 33 668 026 | 33 469 297 | 169 898 | (21 541 943) |
| Bouvillons et bovins d'abattage | (6 382 290) | 13 382 467 | 20 780 422 | 290 086 | (13 490 159) |
| Veaux lourds | 1 358 344 | 5 994 005 | 8 488 713 | 347 062 | (789 302) |
| Porcelets | 10 062 465 | 25 978 099 | (571) | 3 543 335 | 39 584 470 |
| Porcs à l'engraissement | 38 509 905 | 30 461 919 | 90 670 744 | 3 087 290 | (18 611 630) |
| Agneaux | (5 755 290) | 4 771 640 | 3 686 662 | (248 384) | (4 918 696) |
| Pommes de terre | (26 393 095) | 11 781 381 | 9 632 437 | (1 790 457) | (26 034 608) |
| Maïs-grain | (59 410 715) | 41 328 434 | 52 755 549 | (2 375 605) | (73 213 435) |
| Céréales | (26 222 168) | 28 152 885 | 44 118 185 | 197 419 | (41 990 049) |
| Betteraves sucrières | (14 020 007) | 2 842 000 | 954 | (1 133 617) | (12 312 578) |
| | **(110 163 421)** | **198 360 856** | **263 502 392** | **2 087 027** | **(173 317 930)** |

## *8. Continuité par catégorie de culture du fonds d'assurance-récolte*

| | Solde (déficitaire) au 31 mars 1988 | Cotisations et contribution | Indemnités et compensations | Répartition des intérêts sur dépôts | Solde (déficitaire) au 31 mars 1989 |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | $ | $ |
| **Systèmes collectifs** | | | | | |
| Céréales | 185 229 | 1 221 848 | 3 548 777 | 98 848 | (2 042 852) |
| Maïs fourrager | 1 222 409 | 334 222 | 78 100 | 160 244 | 1 638 775 |
| Foin | (643 426) | 8 197 978 | 14 264 825 | 628 242 | (6 082 031) |
| Maïs-grain | (3 114 919) | 1 124 436 | 48 112 | (202 137) | (2 240 732) |
| Miel | (288 618) | 138 406 | 333 896 | (26 293) | (510 401) |
| **Systèmes individuels** | | | | | |
| **Grandes cultures** | | | | | |
| Céréales | 3 148 465 | (1 448) | — | 330 173 | 3 477 190 |
| Maïs fourrager | 1 974 200 | 7 940 | 781 | 207 771 | 2 189 130 |
| Foin | 3 324 585 | — | — | 348 723 | 3 673 308 |
| **Cultures commerciales** | | | | | |
| Céréales commerciales | 1 021 034 | 2 325 218 | 5 228 560 | 232 754 | (1 649 554) |
| Céréales d'automne | (362 487) | 666 848 | 664 984 | 5 134 | (355 489) |
| Céréales de semence | 469 219 | 9 240 | 8 064 | 49 932 | 520 327 |
| Légumineuses | 189 578 | 499 684 | 465 737 | 48 044 | 271 569 |
| Maïs-grain | 1 191 572 | 7 775 940 | 1 856 718 | 895 802 | 8 006 596 |
| **Cultures fruitières** | | | | | |
| Bleuets | (217 842) | 99 178 | 26 664 | (13 208) | (158 536) |
| Fraises | (965 265) | 441 928 | 801 470 | (83 488) | (1 408 295) |
| Framboises | (303 840) | 92 902 | 86 556 | (23 428) | (320 922) |
| Pommiers nains et semi-nains | 428 157 | 165 714 | 28 643 | 63 537 | 628 765 |
| Pommes (classées) | (4 434 165) | 2 289 176 | 1 991 426 | (311 710) | (4 448 125) |
| Pommes (non classées) | (298 641) | 168 078 | 134 383 | (11 321) | (276 267) |
| **Cultures industrielles** | | | | | |
| Betteraves sucrières | (265 714) | 58 000 | — | (21 123) | (228 837) |
| Haricots jaunes | 475 738 | 79 158 | 78 743 | 53 393 | 529 546 |
| Haricots verts | (18 370) | 74 122 | 49 708 | 390 | 6 434 |
| Maïs sucré | 108 929 | 209 760 | 147 774 | 23 850 | 194 765 |
| Pois verts non ridés | 414 646 | 205 340 | 286 213 | 50 832 | 384 605 |
| Pois verts ridés | 788 981 | 175 444 | 237 839 | 91 119 | 817 705 |
| Tabac à cigare et à pipe | 232 307 | 8 602 | 2 317 | 25 236 | 263 828 |
| Tabac jaune | 6 945 760 | 969 570 | 1 282 550 | 784 960 | 7 417 740 |
| **Cultures de serres** | | | | | |
| Concombres | (36 456) | 7 214 | 5 451 | (2 934) | (37 627) |
| Laitue | (6 946) | 1 668 | — | (408) | (5 686) |
| Tomates | (54 256) | 80 220 | 47 444 | 979 | (20 501) |

## *8. Continuité par catégorie de culture du fonds d'assurance-récolte*

| | Solde (déficitaire) au 31 mars 1988 | Cotisations et contribution | Indemnités et compensations | Répartition des intérêts sur dépôts | Solde (déficitaire) au 31 mars 1989 |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | $ | $ |
| **Cultures maraîchères** | | | | | |
| Feuillus | (462 418) | 492 712 | 985 023 | (12 473) | (967 202) |
| Fruits | (674 943) | 333 728 | 423 090 | (53 168) | (817 473) |
| Racines | (1 142 232) | 585 870 | 1 618 360 | (74 272) | (2 248 994) |
| Vivaces | (13 953) | 18 754 | 6 450 | 99 | (1 550) |
| Pommes de terre | (4 873 728) | 2 416 674 | 2 426 751 | (236 867) | (5 120 672) |
| Divers | (1 080 140) | 159 756 | 452 787 | (93 365) | (1 466 536) |
| | **2 862 450** | **31 433 880** | **37 618 196** | **2 933 867** | **(387 999)** |

# Annexe I
# Variation de l'effectif pour la période 1981-1982 à 1988-1989

| Année | Variation de l'effectif | | | |
|---|---|---|---|---|
| | Emplois réguliers | Emplois occasionnels | Emplois contractuels | Effectifs |
| | années-personnes autorisées | années-personnes utilisées | années-personnes totales utilisées | années-personnes utilisées |
| 1981-1982 | 102 | 12 | 94 | 188 |
| 1982-1983 | 101 | 13 | 110 | 210 |
| 1983-1984 | 99 | 19 | 140 | 250 |
| 1984-1985 | 97 | 28 | 174 | 295 |
| 1985-1986 | 95 | 36 | 209 | 338 |
| 1986-1987 | 95 (95*) | 32 | 198 | 325 |
| 1987-1988 | 133 (108*) | 54 | 158 | 320 |
| 1988-1989 | 131 (128*) | 59 | 184 | 371 |

* années-personnes utilisées.
1988-1989

## Annexe II
## Liste des règlements d'assurance-récolte en vigueur au 31 mars 1989

| Règlements | Produits assurés |
|---|---|
| — Règlement sur l'assurance des betteraves sucrières | Betteraves sucrières. |
| — Règlement sur l'assurance des bleuets | Bleuets. |
| — Règlement sur l'assurance des céréales cultivées pour la semence | Avoine, blé de printemps, orge. |
| — Règlement sur l'assurance des céréales d'automne de culture commerciale | Blé, orge, triticale. |
| — Règlement sur l'assurance des céréales et protéagineuses de culture commerciale | Avoine, blé de printemps, orge, soya, sarrasin. |
| — Règlement sur l'assurance des cultures de serre | Concombres, laitues, tomates. |
| — Règlement sur l'assurance des fraisières et des framboisières | Fraises et framboises. |
| — Règlement sur l'assurance des légumes de culture maraîchère | a) Légumes racines: ail, betteraves, carottes, carottes de terre noire, échalotes, navets, oignons, oignons verts, oignonets, panais, poireaux, radis, rutabagas, salsifis.<br>b) Légumes feuillus: brocoli, céleri, choux, choux de Bruxelles, choux chinois, choux-fleurs, endives, épinards, fines herbes, laitues, persil.<br>c) Légumes fruits: aubergines, cerises de terre, citrouilles, concombres, concombres transplantés, piments, tomates, zucchinis, zucchinis transplantés, cornichons, courges, melons, melons transplantés.<br>d) Légumes divers: fèves blanches, fèves de soya, gourganes, haricots, maïs sucré, pois, sarrasin, féveroles.<br>e) Légumes vivaces: asperges, rhubarbe. |
| — Règlement sur l'assurance des légumes de transformation | Haricots jaunes, haricots verts, maïs sucré, pois verts de type Alaska (non ridés), pois verts de types autres qu'Alaska (ridés). |
| — Règlement sur l'assurance des légumineuses | Légumineuses. |
| — Règlement sur l'assurance du maïs-grain | Maïs-grain. |
| — Règlement sur l'assurance du maïs-grain de culture commerciale selon le système collectif | Maïs-grain. |
| — Règlement sur l'assurance des pommes | Pommes, pommiers nains, semi-nains et standards. |
| — Règlement sur l'assurance des pommes de terre | Pommes de terre. |
| — Règlement sur l'assurance des récoltes de grande culture selon le système collectif et sur la délimitation de zones aux fins de l'établissement de ce système d'assurance | Avoine, grains mélangés, blé, foin, maïs fourrager, orge. |
| — Règlement sur l'assurance des récoltes de grande culture selon le système individuel | Avoine, grains mélangés, blé, foin, maïs fourrager, orge. |
| — Règlement sur l'assurance du miel selon le système collectif | Miel. |
| — Règlement sur l'assurance du tabac à cigare et à pipe. | Tabac à cigare et à pipe. |
| — Règlement sur l'assurance du tabac jaune. | Tabac jaune. |

# Annexe III
# Liste des régimes d'assurance-stabilisation en vigueur au 31 mars 1989

| Règlements | Produits assurés |
|---|---|
| — Régime d'assurance-stabilisation des revenus des producteurs de veaux d'embouche. Règlement d'application du Régime d'assurance-stabilisation des revenus des producteurs de veaux d'embouche. | Veaux d'embouche. |
| — Régime d'assurance-stabilisation des revenus des producteurs de bouvillons et de bovins d'abattage. Règlement d'application du Régime d'assurance-stabilisation des revenus des producteurs de bouvillons et de bovins d'abattage. | Bouvillons, bovins d'abattage. |
| — Régime d'assurance-stabilisation des revenus des producteurs de veaux lourds. Règlement d'application du Régime d'assurance-stabilisation des revenus des producteurs de veaux lourds. | Veaux de grain, veaux de lait. |
| — Régime d'assurance-stabilisation des revenus des producteurs de porcelets. Règlement sur le Régime d'assurance-stabilisation des revenus des producteurs de porcelets. | Porcelets. |
| — Régime d'assurance-stabilisation des revenus des producteurs de porcs à l'engraissement. Règlement sur le Régime d'assurance-stabilisation des revenus des producteurs de porcs à l'engraissement. | Porcs. |
| — Régime d'assurance-stabilisation des revenus des producteurs d'agneaux. Règlement sur le Régime d'assurance-stabilisation des revenus des producteurs d'agneaux. | Agneaux. |
| — Régime d'assurance-stabilisation des revenus des producteurs de pommes de terre. Règlement sur le Régime d'assurance-stabilisation des revenus des producteurs de pommes de terre. | Pommes de terre. |
| — Régime d'assurance-stabilisation des revenus des producteurs de maïs-grain. Règlement sur le Régime d'assurance-stabilisation des revenus des producteurs de maïs-grain. | Maïs-grain. |
| — Régime d'assurance-stabilisation des revenus des producteurs de céréales. Règlement sur le Régime d'assurance-stabilisation des revenus des producteurs de céréales. | Blé, orge, avoine et céréales mélangées. |
| — Régime d'assurance-stabilisation des revenus des producteurs de betteraves sucrières. Règlement sur le Régime d'assurance-stabilisation des revenus des producteurs de betteraves sucrières. | Betteraves sucrières. |

## Annexe IV
## Participation de la clientèle en assurance-récolte

| Programmes | Nombre de producteurs assurés | Superficies assurées (hectares) | Valeurs assurées ( $) |
|---|---|---|---|
| **Système collectif** | | | |
| Grandes cultures | 10 895 | 579 119 | 235 666 192 |
| — foin | 10 881 | 482 011 | 191 003 805 |
| — maïs fourrager | 1 874 | 16 888 | 15 725 089 |
| — orge | 3 201 | 45 334 | 17 338 514 |
| — autres céréales | 3 029 | 34 886 | 11 198 784 |
| Maïs-grain | 892 | 23 673 | 19 371 061 |
| Miel | 104 | 17 269 (ruches) | 1 717 223 |
| **Système individuel** | | | |
| Céréales d'automne | 431 | 7 345 | 4 455 045 |
| — blé | 428 | 7 324 | 4 447 180 |
| — orge | 0 | 0 | 0 |
| — autres | 4 | 21 | 7 865 |
| Céréales commerciales | 2 161 | 66 723 | 30 195 689 |
| — blé | 853 | 21 356 | 10 329 544 |
| — orge | 1 079 | 26 256 | 11 686 263 |
| — avoine et grains mélangés | 525 | 12 166 | 4 337 899 |
| — soya | 418 | 6 227 | 3 714 047 |
| — sarrasin | 50 | 718 | 127 936 |
| Céréales de semence | 4 | 199 | 88 459 |
| — blé | 0 | 0 | 0 |
| — orge | 2 | 46 | 24 199 |
| — avoine | 4 | 153 | 64 260 |
| Grandes cultures | 10 | 89 | 82 338 |
| — foin | 0 | 0 | 0 |
| — maïs fourrager | 10 | 89 | 82 338 |
| — céréales | 0 | 0 | 0 |
| Légumineuses | 815 | 9 067 | 3 228 707 |
| — « A » | 23 | 286 | 52 822 |
| — « B » | 392 | 3 852 | 1 411 938 |
| — « C » | 543 | 4 929 | 1 763 947 |

| Programmes | Nombre de producteurs assurés | Superficies assurées (hectares) | Valeurs assurées ($) |
|---|---|---|---|
| Maïs-grain | 2 014 | 127 405 | 114 349 136 |
| Bleuets | 47 | 5 083 | 565 512 |
| Fraises et framboises | 210 | 557 | 2 874 706 |
| Fraises: | 179 | 461 | 2 480 892 |
| — implantation | 12 | 17 | 71 327 |
| — 1re année | 154 | 267 | 1 449 726 |
| — 2e année | 90 | 177 | 959 839 |
| Framboises: | 53 | 96 | 393 814 |
| — implantation | 5 | 5 | 22 707 |
| — production | 50 | 91 | 371 107 |
| pommes | 387 | 306 682 u.a.* | 18 248 931 |
| — pommes « A » | 117 | 454 975 arbres | 6 040 263 |
| — pommes « B » | 309 | 264 257 u.a.* | 10 447 493 |
| — pommes « C » | 49 | 42 425 u.a.* | 1 761 175 |
| Betteraves sucrières | 0 | 0 | 0 |
| Légumes de transformation | 392 | 8 339 | 6 092 417 |
| — haricots jaunes | 60 | 785 | 650 243 |
| — haricots verts | 58 | 788 | 647 363 |
| — maïs sucré | 216 | 3 317 | 2 063 413 |
| — pois non ridés | 148 | 1 715 | 1 322 362 |
| — pois ridés | 101 | 1 734 | 1 409 036 |
| Tabac à cigare et à pipe | 11 | 27 | 125 393 |
| Tabac jaune | 105 | 2 600 | 18 772 952 |
| Cultures de serre | 52 | 88 921 $m^2$ | 1 486 871 |
| — laitues | 1 | 9 030 $m^2$ | 67 119 |
| — concombres | 22 | 14 756 $m^2$ | 205 988 |
| — tomates | 45 | 65 135 | 1 213 764 |
| Légumes de culture maraîchère | 506 | 8 436 | 18 430 438 |
| — racines | 123 | 2 726 | 6 666 355 |
| — feuillus | 124 | 2 093 | 6 578 268 |
| — fruits | 154 | 974 | 3 015 740 |
| — divers | 223 | 2 581 | 1 973 171 |
| — vivaces | 18 | 62 | 196 904 |
| Pommes de terre | 206 | 10 259 | 26 259 551 |
| **Total assurance-récolte** | **19 242** | **848 921** | **502 010 621** |

*** unités arbres**

## Annexe V
## Dossiers traités par programme en assurance-récolte

| Programmes | Nombre total de dossiers | Causes principales de perte |
|---|---|---|
| Foin (Système collectif) | 7 827 | Sécheresse et excès de pluie. |
| Maïs fourrager (Système collectif) | 59 | Sécheresse, grêle, gelée. |
| Avoine, blé et grains mélangés (Système collectif) | 2 355 | Sécheresse, excès de pluie, grêle, neige. |
| Orge (Système collectif) | 2 170 | Sécheresse, excès de pluie, neige, maladies. |
| Maïs-grain (Système collectif) | 21 | Gelée et grêle. |
| Miel (Système collectif) | 60 | Sécheresse et excès de pluie. |
| Céréales commerciales | 1 836 | Sécheresse, excès de pluie, grêle, maladies. |
| Céréales d'automne | 252 | Gel d'hiver et sécheresse. |
| Céréales de semence | 3 | Sécheresse, excès de pluie. |
| Grandes cultures (Système individuel) | 2 | Sécheresse. |
| Légumineuses | 512 | Gel d'hiver et excès de pluie après coupe. |
| Maïs-grain | 338 | Sécheresse. |
| Bleuets | 7 | Sécheresse. |
| Fraisières | 163 | Gel d'hiver, sécheresse. |
| Framboisières | 28 | Gel d'hiver, sécheresse. |
| Pommes « A » | 17 | Gel d'hiver, nouaison défectueuse. |
| « B » et « C » | 156 | Sécheresse. |
| Légumes de transformation | 250 | Sécheresse. |
| Tabac à cigare et à pipe | 2 | Grêle. |
| Tabac jaune | 160 | Gelée, grêle. |
| Cultures de serre | 15 | Maladies, excès de chaleur. |
| Légumes de culture maraîchère | 523 | Sécheresse, grêle. |
| Pommes de terre | 115 | Sécheresse, maladies, gelée. |
| **Total** | **16 871** | |

# Annexe VI
# Participation de la clientèle en assurance-stabilisation

| Régimes d'assurance-stabilisation | Nombre de producteurs assurés | Unités assurées | Valeurs assurées ($) |
|---|---|---|---|
| Veaux d'embouche | 4 603 | 143 999 vaches | 91 850 446 |
| Bouvillons et bovins d'abattage | 804 | 67 678 bouvillons | 105 999 940 |
| Veaux lourds | 1 429 | 123 343 veaux | 80 877 018 |
| — veaux de grain | 1 265 | 59 382 veaux | 33 455 132 |
| — veaux de lait | 164 | 63 961 veaux | 47 421 884 |
| Porcelets | 2 227 | 254 697 truies | 250 363 233 |
| Porcs à l'engraissement | 1 735 | 3 967 362 porcs | 543 199 934 |
| Agneaux | 402 | 58 782 brebis | 10 621 287 |
| Pommes de terre | 315 | 10 974 hectares | 48 860 606 |
| Maïs-grain | 4 661 | 236 306 hectares | 259 965 590 |
| Céréales | 9 022 | 189 960 hectares | 125 523 369 |
| — Blé | 1 974 | 47 755 hectares | 35 592 335 |
| — Orge | 4 390 | 93 214 hectares | 63 345 173 |
| — Avoine et céréales mélangées | 2 658 | 48 991 hectares | 26 585 861 |
| Betteraves sucrières | 0 | 0 hectare | 0 |
| **Total assurance-stabilisation** | **25 435** | **4 739 204 unités animales 437 240 hectares** | **1 723 661 808** |

## Annexe VII
## Paiements effectués au cours de l'exercice 1988-1989 en assurance-stabilisation

| Régimes d'assurance-stabilisation | Année de production | Nature des paiements[1] | Valeur unitaire des paiements $ |
|---|---|---|---|
| Veaux d'embouche | 1987 | S | 125,98/vache |
| | 1988 | A | 105,00/vache |
| Bouvillons et bovins | 1987 | S | 75,97/bouvillon |
| d'abattage | 1988 | A | 173,00/bouvillon |
| Veaux lourds de grain | 1987 | S | 55,15/veau |
| | 1988 | A | 40,00/veau |
| Veaux lourds de lait | 1987 | S | 26,23/veau |
| | 1988 | A | 20,00/veau |
| Porcelets | 1988 | A | 88,00/truie |
| Porcs à l'engraissement | 1987 | S | 3,83/porc |
| | 1988 | A | 20,00/porc |
| Agneaux | 1987 | S | 37,35/brebis |
| | 1988 | A | 15,00/brebis |
| Pommes de terre | 1986 | - | - |
| | 1987 | A.S | 854,85/hectare |
| Maïs-grain | 1987 | A | 110,00/hectare |
| | 1988 | A | 35,00/hectare |
| Céréales | | | |
| — Blé | 1987 | A | 55,00/hectare |
| | 1988 | A | 50,00/hectare |
| — Orge | 1987 | A | 66,00/hectare |
| | 1988 | A | 35,00/hectare |
| — Avoine et céréales mélangées | 1987 | A | 66,00/hectare |
| | 1988 | A | 35,00/hectare |
| Betteraves sucrières | 1986 | - | |

1 A = Avances sur la compensation totale.
S = Solde de compensation totale.
Ce type de paiement correspond à ceux effectués durant l'exercice 1988-1989.